

Bulletin d'histoire politique

Y aura-t-il une place pour l'histoire au XXI^e siècle?

Bronislav Geremek

B
H
P

Volume 1, numéro 2-3, printemps 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063172ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063172ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Geremek, B. (1993). Y aura-t-il une place pour l'histoire au XXI^e siècle? *Bulletin d'histoire politique*, 1(2-3), 35–39. <https://doi.org/10.7202/1063172ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1993

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Gabriel-Chartrand? Une avenue Gabriel-Chartrand? Une rue Gabriel-Chartrand? Une ruelle Gabriel-Chartrand? Un cul-de-sac?...

Déserteurs ou victimes innocentes d'une boucherie téléguidée d'Ottawa ou de Londres, comme si nous ne pouvions nous penser autrement qu'à travers ces clichés! À toujours se voir comme un peuple victime du destin, toujours en dehors de l'Histoire, comment les Québécois pourraient-ils être autre chose qu'une vue de l'esprit?

Une interrogation sur l'histoire et le présent. Sur le pays. Sur notre nationalisme. Sur nous-mêmes, notre imaginaire, sur ce que nous voulons/allons être demain. Mais pour pouvoir y répondre il faut d'abord avoir le courage de lever ce terrible secret de famille qui pèse sur nos consciences depuis plus de 50 ans.

Y AURA-T-IL UNE PLACE POUR L'HISTOIRE AU XXI^e SIÈCLE?

*par Bronislav Geremek
Historien médiéviste, conseiller de Solidarité
Conférence prononcée au
Congrès international des archives
Montréal, septembre 1992*

Tout d'abord, je voudrais vous dire ma gratitude pour avoir ce privilège et cet honneur de parler, à Montréal, devant les archivistes du monde entier. Je dois ce privilège à l'invitation de la Commission Internationale des archives, à l'invitation de monsieur Jean-Pierre Wallot, l'archiviste national du Canada, mais je sais bien que je dois ce privilège à la longue amitié qui m'unit à Jean Favier. Je pense que la raison de mon invitation ce n'est pas seulement le fait que je suis historien, historien qui a fait son apprentissage dans les archives, mes débuts dans les Archives nationales sous l'oeil bienveillant de Lucie Favier, [en] 1956, mais je crois que dans cette décision il y avait la prolongation d'un mouvement de coeur qui [qu'il y] avait dans l'opinion occidentale tout entière à l'égard du mouvement de liberté. C'est un Polonais qui vous parle et qui essaie donc de ce point de vue particulier de parler du monde contemporain. Je n'oserais pas vous proposer maintenant un discours général. Ce que je voudrais, à la fin de ce très important congrès, c'est de poser quelques questions; quatre questions.

La première c'est:

Est-ce que, dans le monde où nous vivons, il y a de la place pour l'espoir?

Chaque époque met en doute sa propre rationalité. Ça peut concerner les systèmes de valeurs, ça peut concerner le régime politique, les méthodes de mener les guerres, le style d'architecture ou bien la région. Mais il y a des moments où tout semble mis en doute, il y a des moments où nous avons affaire à des crises générales de civilisations. Dans cette fin du XX^e siècle, on a l'impression qu'il y a surtout beaucoup de danger et d'incertitude. L'an 2000 qui s'approche semble apporter maintenant au monde tout d'abord et surtout les angoisses. Le XX^e siècle a vu la disparation des empires. Cela a duré des années, mais le XX^e siècle à sa fin a vu aussi la disparition peut-être du dernier empire et cette disparition a pris très peu de temps, elle nous a pris de court. On peut dire que maintenant l'opinion publique mondiale ne cesse de s'étonner du brusque caractère de ce changement.

Ce changement apportait aussi des inquiétudes nouvelles. L'idée révolutionnaire de l'État-nation organisait les nations en États pendant les deux derniers siècles. Maintenant, nous avons le sentiment que les États nationaux sont en train de céder la place à des organismes économiques multinationaux et à des phénomènes et des processus d'intégration dont l'exemple est l'intégration européenne. Il y a en même temps aussi une crise du système traditionnel d'organisation des citoyens sur la scène publique. Les systèmes de partis politiques semblent ne correspondre plus à l'aspiration de participer massivement dans la prise des décisions.

La bipolarité de notre monde politique appartient au passé. Ce partage entre deux empires, deux forces, deux camps divisés par la guerre froide appartient au passé aussi. Dans la description du monde qui nous entoure, à l'optimisme de la croissance s'oppose l'idée de la déchéance de la civilisation et des barrières du développement économique. Ce qui frappe surtout, c'est la détérioration des milieux dans lesquels l'homme doit vivre; la détérioration du milieu naturel et cela non seulement à l'échelle du Nord industrialisé, mais à l'échelle du monde entier. Le nombre croissant de la population met aussi l'humanité tout entière devant des défis

inattendus. La richesse semble s'accompagner de la misère et de la pauvreté.

L'historien social poursuit l'histoire de la pauvreté dans des époques historiques différentes et sait bien que le rêve de l'époque des lumières d'extirper la misère était un rêve utopique, que la pauvreté semble accompagner l'histoire humaine, mais si on veut mesurer les progrès de l'humanité et si on veut mesurer l'acquis de l'humanité, il ne faut pas se limiter aux progrès de la technologie et de la richesse. Il faut mesurer aussi la pauvreté et le coût social, mais qui met en cause aussi la chose la plus sûre dans l'existence humaine: la solidarité des hommes et des femmes.

Derrière des analyses globales de la situation actuelle, nous voyons maintenant des drames de dimension élémentaire et fondamentale. Voilà la guerre en Yougoslavie, en Yougoslavie qui semblait être un élément d'un paysage politique stabilisé, on voit l'éclatement des haines de toute part. Le sang coule et l'Europe et le monde sont impuissants en face de ce drame. L'unité de la Tchécoslovaquie construite sur les ruines de l'empire des Habsbourg semblait aussi être la réalisation de l'aspiration justifiée à l'indépendance des peuples, la Tchécoslovaquie est en train maintenant de briser cette unité. Est-ce que le phénomène de la fermeture nationale qui semblait pour les historiens appartenir à l'héritage du XIX^e siècle et que le XX^e siècle a su bien traiter, est-ce que de nouveau nous ne recommençons pas le même chemin? Les chroniques médiévales semblent sortir maintenant le danger de la grande maladie, le danger des épidémies; le sida est dramatique non seulement par le fait qu'il y a les gens malades et les gens qui meurent, mais aussi parce qu'en face de cette maladie nous retrouvons les mêmes attitudes mentales, les mêmes attitudes psychologiques de la peur et de la haine comme si l'histoire n'apprenait rien.

Est-ce que, donc, il est justifié de voir le monde qui nous entoure dans une dimension catastrophique? Je m'inscris en faux contre cette dimension, contre cette façon de voir le monde contemporain. Si on regarde ce qui s'est passé au cours de la dernière décennie, la façon dont l'empire communiste disparut et les peuples ont retrouvé leur liberté, la chose la plus importante c'est que ce passage s'est fait sans violence, que c'est sans violence qu'un nouveau paysage politique s'est formé en Europe et dans le

monde. Cette évolution a commencé par un fait qui pouvait sembler un fait divers de l'histoire sociale de notre siècle: une grève ouvrière dans une ville portuaire au bord de la Baltique, août 1980, Gdansk. Et puis, la résistance d'un peuple qui a demandé sa liberté et qui a eu le courage de résister au pouvoir totalitaire a fait, a eu des conséquences les plus profondes possibles et des conséquences immédiates. 1989, le Mur de Berlin, une des hontes de notre siècle, a disparu. C'est une chance, pour l'Europe et pour le monde; cet automne des peuples de 1989 ne cesse d'être une source d'espérance. On peut être sceptique à l'égard de la thèse de la fin de l'histoire; cette hégélienne perspective de la victoire d'un système libéral d'organisation politique exprime non seulement un état de satisfaction, mais tout d'abord une inquiétude. Dans l'histoire des systèmes politiques, très souvent, après des vagues de la démocratisation, après les progrès de la démocratie il y avait des reflux, des mouvements contraires; le mouvement de la démocratie a une logique incertaine. La grande question qui se pose maintenant, devant aussi bien les pays postcommunistes que tous les pays du monde, c'est: Est-ce qu'on saura préserver la démocratie retrouvée et est-ce qu'on saura transformer l'esprit de la liberté dans des institutions démocratiques et dans la culture démocratique? Mais c'est possible, et je crois qu'à la fin de ce XX^e siècle nous pouvons dire qu'il est possible d'accepter ce défi, de lui faire face, et qu'à la fin du XX^e siècle il y a de la place pour l'espérance.

La deuxième question que je voudrais poser concerne les archives. Les archives comprises comme le lieu et le réservoir de la vérité. La possession des archives et l'accès aux archives étaient toujours un élément de jeu politique et de l'exercice du pouvoir. Quand la Savoie a été occupée par les armées de François 1^{er}, une petite guerre concernant les archives a éclaté. Les archives étaient considérées comme des arsenaux au service de la politique, à l'époque de Louis XII. La Révolution française déclarait l'accès nécessaire aux Archives nationales de tous les peuples. Le secret autour des archives semblait disparaître; l'ouverture d'«archivio segreto» du Vatican en 1881 est une grande date symbolique. Et puis, comme s'il y avait des retours en arrière dans l'histoire, en Union Soviétique, les archives appartenaient au domaine de l'institution la plus redoutable de l'empire, à la police secrète. Et c'était parce que c'est cet appareil du pouvoir qui était capable

d'assurer la gestion de la vérité; la gestion, cela veut dire de mettre le document, les témoignages sur la vérité, aux services d'un pouvoir. Tout ce qui pouvait toucher à l'intérêt de ce pouvoir était entouré du secret. Comment donc, avec la chute du système, on peut voir la place des archives? Comment rendre les archives un instrument pour, un instrument de la liberté retrouvée?

Même si on appliquait de la façon la plus stricte l'exercice du pouvoir sur les archives et sur la vérité, les témoignages restaient. On essayait parfois, non seulement de rendre les archives secrètes, mais aussi de ne pas laisser les produire. Permettez-moi de parler d'un exemple concernant la Pologne. En 1942, 15 000 officiers polonais ont été tués par la police secrète soviétique. Le crime de Katyn était un crime presque parfait. Il n'y avait pas de traces dans les archives possibles: en Russie, en Pologne et ailleurs et on ne trouvait pas de traces, mais le fait, le fait lui était connu par les drames humains, on savait où ces gens sont enterrés, on a retrouvé leurs corps et il y avait les familles qui pleuraient leur sort, mais les documents n'existaient pas. Et puis, tout d'un coup, dans les archives des chemins de fer soviétiques on a retrouvé la documentation complète concernant le transport de ces officiers vers la mort. Ainsi, on peut dire qu'on ne peut pas épargner des traces, on ne peut pas effacer des traces même si on applique les moyens du plus grand pouvoir. Il y a toujours des témoignages et on les retrouve.

De même, le protocole secret du traité Ribbentrop-Molotow était connu pendant très longtemps seulement dans la version allemande et il y avait des historiens, des hommes politiques, qui disaient que puisqu'il n'y a pas de document en russe le fait reste incertain puisque l'historien doit se baser, se fonder sur des documents. Un des collaborateurs proches de Mikhaïl Gorbatchev me racontait qu'à un certain moment, il y a quelques années, sa carrière politique dépendait de cela. Il a parlé des protocoles secrets et on l'a accusé de diffuser des faux creusés («forgés») par les polices secrètes, allemande et américaine, c'est-à-dire participer dans le mensonge. Et on ne pouvait pas retrouver dans les archives, malgré que l'homme puissant qu'il a été - il a mis en marche toutes les recherches possibles - on n'a pas retrouvé le document dans aucune archive diplomatique. Et puis, par hasard, on a retrouvé les registres de la corres-

pondance de Staline et c'est dans ce registre de la correspondance - la secrétaire a bien inscrit le protocole du traité Ribbentrop-Molotow numéro tel et tel - et dans la correspondance privée du dictateur on a retrouvé ce protocole [qui] a changé aussi un moment le jeu politique interne il y a deux ans.

Voilà donc. Les archives ont une puissance énorme, une puissance qui peut devenir redoutable. Maintenant, nous étudions dans nos pays les destructions des archives par les anciens pouvoirs qui, avant de disparaître, voulaient effacer les traces de leurs activités. Et c'est un problème grave. Mais il y a aussi des archives qui sont restées. À ce congrès, on a présenté un des cas les plus dramatiques: l'utilisation des archives de la Stasi, de la police secrète est-allemande, mais cela concerne aussi tous les autres pays. Le problème d'ouverture des archives policières fait partie maintenant de la vie politique, de la vie publique dans tous les pays postcommunistes. Et la question se pose: Est-ce que l'accès libre à ces archives est dans l'intérêt de l'opinion publique des peuples? Et c'est une question à laquelle il n'y a pas de réponse claire, parce que la vérité doit avoir ce droit et l'accès à la vérité devrait être assuré par une législation appropriée. Mais il y a aussi dans l'utilisation de ces archives, il y a un certain mouvement vers plus le règlement de comptes que la satisfaction aux sentiments, aux besoins de la justice. Ce qui ne fait pas de doute, c'est que maintenant il y a un rapport particulier entre la liberté retrouvée, la liberté épanouie, la vérité et les archives.

Le troisième problème que je voudrais poser c'est un problème de l'historiographie. Très souvent on dit que l'histoire actuelle dans son modèle postmoderniste, comme on le dit, ne cherche plus la vérité. La recherche de la vérité, «wie es eigentlich gewesen», comme ça a été en vérité, comme Léopold von Ranke l'a dit, semble dépassée et l'histoire, dans ce modèle postmoderniste, semble être une oeuvre d'imagination. On dit que l'histoire postmoderniste est une oeuvre soumise à la poétique et à la rhétorique de la narration et non plus à la recherche de la vérité. Ainsi, s'il y a cette coupure entre l'écriture historique et la recherche de la vérité, est-ce qu'on a besoin encore de chercher dans la poussière des salles d'archives ancienne mode ou dans la propreté de l'équipement électronique des archives modernes et actuelles, mais est-ce que cela vaut la peine de

chercher la vérité? Quand on regarde les exemples les meilleurs de cette nouvelle historiographie, on voit quand même que c'est par la rencontre avec un fait, avec un document, qu'elle se forme. Carlo Ginzburga, présentant son livre sur la vision du monde d'un meunier italien à la fin du XVI^e siècle, fait de cette micro-histoire nouvelle; il raconte une histoire, mais il la raconte parce qu'il a trouvé aux archives deux registres d'inquisition, deux documents qui permettent de saisir ce récit, qui permettent de saisir le personnage et qui permettent de raconter. Il me semble que, de même, les grandes collections de documents des archives judiciaires - des archives des différentes justices - dans cette dimension nouvelle de la micro-histoire redécouvrent leur importance.

La série de lettres de rémission que nous pratiquons avec Jean Favier, tous les deux depuis longtemps, et qui est une des plus belles séries documentaires qui existent dans les archives européennes, est un dépôt de micro-histoires; quand on demandait la grâce au Roi, on devait lui présenter une supplique et, dans cette supplique, il fallait dire toute la vérité sur les crimes et les délits commis, parce que, si on découvrait qu'il y avait un crime ou un délit qui était omis dans la supplique, la lettre de rémission perdait sa valeur. Voilà des dizaines de milliers de petites histoires vraies. On peut dire que, dans cette nouvelle façon de présenter l'histoire, la vérité, la recherche de la vérité reste toujours le premier devoir de l'historien. Je ne crois pas à une histoire qui perdrait cette sensibilité à la recherche de la vérité; les archives sont toujours le dépôt principal du savoir historique.

Et la dernière question que je voudrais poser devant vous, Mesdames et Messieurs, importante pour le destin des historiens, des archivistes dans le futur, c'est: Est-ce que, dans la perspective du XXI^e siècle, il y a encore une place pour l'histoire? Est-ce qu'on aura besoin de l'histoire?

Très souvent on dit que non. On dit que, dans l'enseignement scolaire, l'histoire doit changer son rôle, la chronologie n'a plus d'importance, ce qui est important c'est que l'histoire, par des exemples, enseigne certaines vérités sur le comportement de l'homme ou sur l'organisation de la société. Mais ainsi, donc, l'histoire cesse d'être l'âme noire. La mémoire collective peut sembler maintenant une chose dépassée. Dans

un monde où s'affaiblissent les liens de sang, les groupes unis par l'origine commune, la mémoire collective n'a pas sa place naturelle parce que ces groupes-là avaient besoin de la mémoire. Mais je crois que, dans le monde qui nous entoure, il y a une place pour l'identité nationale proclamée et réalisée. Je pense que, quand un Polonais le dit à Montréal, les exemples historiques et actuels vont de soi. L'identité culturelle est un droit de l'homme et ce droit de l'homme ne peut être assuré que par l'histoire et que par la mémoire.

Mais il y a des problèmes qui se posent maintenant d'une façon dramatique, dans le sens qu'il n'y a pas encore de bonnes réponses. On disait que c'était ridicule que les enfants arabes apprenaient, en Algérie: «nos ancêtres les Gaulois», parce que c'était la phrase contenue dans les manuels d'histoire. Mais maintenant, dans les écoles françaises, allemandes ou belges, il y a bien des enfants arabes, turcs ou sénégalais qui apprennent la même phrase ou une phrase semblable, mais cette fois-ci ils l'apprennent comme faisant partie de l'histoire du pays dont ils sont citoyens sans contrainte. Mais comment former, d'une façon différente, la conscience collective où il y aurait de la place pour l'histoire? Et puis l'histoire du Benelux, est-ce que ça existe? Et l'histoire de l'Europe des Douze, est-ce que ça existe? Et l'histoire de l'Amérique du Nord hispano-américaine, de cet immense espace en train de se fonder, est-ce qu'elle aura droit d'exister? Je sais très bien qu'à des questions - à des questions vraies - ou comme en disent les Anglais à des bonnes questions, il n'y a pas de bonnes réponses, parce que ces questions sont bonnes parce que la réponse est difficile, mais il faut la chercher. L'histoire a non seulement une trempe de continuation, de continuité donc, mais aussi de discontinuité dramatique et cette histoire apprend à l'homme de notre siècle comment s'adapter au temps qui change. Elle lui rappelle aussi son enracinement dans le passé, lui rend possible l'enracinement dans une identité culturelle, politique et religieuse.

Ainsi donc, si on regarde la situation actuelle de cette façon, on peut dire qu'il ne faut pas s'inquiéter de cette rhétorique antihistorique qui apparaît parfois dans les discours et dans les programmes. Parce que l'histoire a son rôle à jouer si elle sait remplir ses devoirs de rechercher la vérité.

L'histoire est rarement la «magistra vitae», elle enseigne rarement. L'historien que je suis, égaré dans le monde de la politique, je me pose souvent la question: Est-ce que l'histoire m'aide? Et j'ai l'impression qu'elle n'enseigne pas mon expérience politique, mais elle me pose des questions, elle me pousse à penser l'événement politique et la décision politique dans une dimension du temps plus grande que celle que les hommes politiques prennent d'habitude. Mais l'histoire telle quelle a sa place dans le monde du XX^e siècle finissant. Il y a de l'imagination dans l'histoire, il y a de l'information erronée, une interprétation qui peut sembler mauvaise ou fragile, mais l'histoire, sa raison d'être, doit au besoin de la connaissance de la vérité. Et cette histoire on peut l'appeler de façon différente: Est-elle un art ou une science? une poésie ou une rhétorique? une mémoire ou une imagination? elle a un sens parce qu'elle est une recherche de la vérité. Et les historiens iront toujours aux salles des archives dans l'espoir de découvrir la vérité, et ils chercheront la vérité que les autres ne connaissent pas encore, mais ils ont la conscience que les autres ont besoin de cette vérité.

ARCHIVISTES DES PARLEMENTS ET DES PARTIS POLITIQUES

par André Beaulieu

*Responsable du service des archives privées
Centre d'archives de Québec
et de Chaudière-Appalaches
Archives nationales du Québec*

Voilà le nom de la nouvelle section du CIA créée lors des assises du XII^e Congrès international des archives tenues à Montréal en septembre dernier. L'assemblée générale du 7 septembre 1992 autorisait, en effet, la création d'une section des archivistes des parlements et des partis politiques avec l'obligation de jeter les bases "d'une structure". Quatre jours plus tard, se tenait la première réunion des archivistes intéressés qui élirent alors un comité provisoire, lequel présentait un **Projet de résolution** sur les buts et objectifs généraux de la section de même qu'un **Programme** de travail. Celui-ci prévoyait, en décembre, une rencontre à Paris des membres du comité afin d'y "régler quelques aspects administratifs"; il prévoyait, de plus, la participation à un colloque sur les archives politiques dans les parlements de l'Eu-

rope, colloque qui se tiendra à Rome en mars prochain.

Le premier objectif de la nouvelle section du CIA consistera à "resserrer les rapports professionnels entre les parlements et les partis politiques" et ce, grâce à l'action d'archivistes "profilés" à une telle intervention. Un second favorisera la connaissance et la diffusion - "politique d'accès aussi équitable et conviviale que possible" - des fonds d'archives des différents pays ou régions de l'Europe afin de "parvenir à une meilleure compréhension de l'identité historico-politique... dans un esprit de coopération internationale". Bref, on entend conjuguer les efforts et les ressources de toutes sortes pour "valoriser les aspects historiques, juridiques, socio-économiques et culturels" des fonds d'archives des parlements et des partis politiques et, ultimement, pour obtenir "la reconnaissance et le concours des États et de la société politique".* Ne sommes-nous pas, par ces propos, dans l'esprit de Maastricht et de l'intégration européenne? Ne serait-ce pas là l'apport des archivistes à la construction de l'Europe de demain?

Cette démarche, quels que soient ses succès comme ses échecs, modifiera à long terme le paysage archivistique des parlements et des législatures. Elle ouvrira, certes, aux chercheurs des perspectives différentes et, peut-être, des champs plus globaux d'études leur permettant de situer le politique dans le prolongement de l'institutionnel. Ne s'agit-il pas, par ailleurs, et selon les propos de Bronislaw Geremek**, de dégager "la possession des archives et l'accès aux archives" du jeu politique et de l'exercice du pouvoir pour les rendre à leur mission première de "lieu et réservoir de la vérité"? Que nous apprendrait l'histoire si toutes les archives de tous les pays étaient libérées du pouvoir? Mais l'histoire a-t-elle encore une place dans notre univers "où l'oeuvre historique post-moderniste est soumise à la poétique et à la rhétorique de la narration"? Geremek répond oui. L'histoire, trop encombrante au goût du philosophe Michel Serres qui espère que le contrat social entre les hommes se doublera d'un "contrat naturel", l'histoire, pense Geremek, demeure assise de

* Voir **Projet de résolution et Programme à soumettre à ICA/CPM.**

** Conférence prononcée par M. Bronislaw Geremek (au Congrès international des archives, Montréal, septembre 1992, 12 p.